

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance. Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 157 05-01 au 07-01

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne

ea : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site

<http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (a mes yeux) :

Editorial

Le premier ministre Sharon (77 ans) a subi jeudi 5 janvier 2006 à l'hôpital Hadassah de Jérusalem, une opération pour arrêter une hémorragie cérébrale qualifiée de "majeure" par ses médecins qui ajoutent que "Ariel Sharon a été placé dans un coma profond sous respiration artificielle pour au moins 24 heures ".

C'est l'occasion ...loin des lamentations et pleurs de nombreux personnes de tous genres et autres, ... dont des politiciens connus et de certaines presses écrites ou médias émettant par ondes, de se pencher sur ce personnage.

Sharon, presque 78 ans, est un personnage belliqueux et alambiqué.

Sa vie se confond avec les épisodes les plus dramatiques de l'histoire de la Palestine et du Proche-Orient

Connu pour sa politique guerrière et sa brutalité, Sharon aime le bruit des bottes et le fracas des armes, la terreur des obus et les descentes punitives.

Sharon, de son vrai nom Ariel Scheinermann, est né le 27 février 1928 à Kfar Malal, non loin de Tel-Aviv.

A l'âge de 14 ans, soit en 1942, il rejoint la Haganah, l'organisation militaire clandestine juive. Six ans plus tard, il commande une compagnie d'infanterie lors de la bataille de Latroun pour desserrer Jérusalem, encerclée par les armées arabes.

Sa carrière belliciste continue.

En 1982, Sharon fait parler de lui quand ses troupes envahissent deux camps de la banlieue de Beyrouth, Sabra et Chatila, où sont entassés les réfugiés palestiniens. Bilan : plus de 800 civils massacrés. (Une commission d'enquête israélienne a démontré, preuves à l'appui, la responsabilité d'Ariel Sharon dans ces massacres).

Le 28 septembre 2000, sa visite sur l'Esplanade des mosquées apparaîtra comme un nouveau défi alimentant des manifestations dont la répression par la police israélienne, le lendemain, sonnera le début de l'Intifada Al-Aqsa.

Au cours de ce second soulèvement Sharon impose dans les territoires palestiniens un niveau de violence militaire inédit, qui se traduit par un nombre élevé de morts palestiniens. Cette politique de terreur s'accompagne d'un bouclage sans précédent de ces territoires.

Depuis le début de l'indifada : en Palestine 4.263 civils & résistants sont tués, 45.639 sont blessés, tandis que 9.200 femmes, enfants, hommes sont en prison pour de longues années (comme M Barghouti)

Il devient Premier ministre en 2001....

C'est pourtant au moment où le premier ministre israélien exprime le plus ouvertement son mépris du symbole Arafat, enfermé à Ramallah, qu'il se convertit officiellement au concept d'"Etat palestinien". Il évoque les "concessions douloureuses" auxquelles il se dit prêt.

Il est réélu en mars 2003, suite à des élections anticipées. Aussitôt réélu, il suspend le processus de négociation avec Yasser Arafat. Il entame la construction d'un mur (de la honte) haut de 8 mètres à l'intérieur de la Cisjordanie et sa férocité ne connaît pas de limite.

Pour conclure, nous partageons les idées du Hamas qui estime que le Proche-Orient serait "un meilleur endroit" sans Sharon " ainsi que de Khaled Al-Batshqui dit "Dieu en a eu assez de Sharon, le bourreau de Sabra et Chatila et en a débarrassé le monde".

Maher Taher, représentant du FPLP (Le Front populaire de libération de la Palestine) conclu :

"Le nom de Sharon restera lié aux massacres perpétrés contre le peuple palestinien"

Un mot encore : Le vice-Premier ministre Ehud Olmert, mandaté de tous les pouvoirs par le conseiller juridique du gouvernement Menahem Mazuz, a officiellement pris ses fonctions de chef de gouvernement par intérim.

Il assurera cette fonction pendant 100 jours aux termes desquels des élections seront convoquées.

Bref portrait : Baron du Likoud, le grand parti de la droite nationaliste israélienne, Olmert, à été Maire de Jérusalem durant une décennie (1993-2003) et a mené une lutte impitoyable par tous les moyens pour la "judaïsation de Jérusalem-est", qu'Israël a annexé après sa conquête, dans la foulée de la guerre israélo-arabe de 1967.

C'est lui qui le 18 décembre dernier, affirme : « Si les résistants continuent de tirer des roquettes sur Israël, la réaction de l'Etat hébreu sera très féroce et aucune option ne peut être écartée...

Bonne lecture

Cathy & Marc

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 médias

6 Les brèves

7 Dossier

7-1 Dossier Ariel Sharon

a) Avis

Réactions

Revue de presse

b) Les principaux événements de la vie de Sharon

c) Point de vue

Leïla Chahid : Ariel Sharon: un "tournant historique" pour la région

d) Histoire

Gilles Paris : Pour les Palestiniens, Ariel Sharon restera l'homme associé à leurs souffrances

7-2 : Point de vue de Mustafa Barghouti : La vérité que vous ne voulez pas entendre

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 www.qudsway.com : Le camp de Jénine encerclé pour le cinquième jour consécutif

8-2 Genji : Sharon, ce qu'il représente pour les Palestiniens

8-3 Cascade de protestations contre les propos de Straw sur Sharon

8-4 Autre Historique de Sharon : par [A. Benchabane](#) : Le bulldozer rouillé

1 Politique Palestinienne

1-1 Processus de paix :

NEANT

1-3 Sur le terrain

04-01

Une vingtaine de résistants des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, ont gagnés le poste-frontière de Rafah, principal lien entre Gaza et le reste du monde. Ils ont fermé l'accès au poste-frontière, et installer un barrage sur la route d'accès,

Leur revendication : réclamer la libération de Alaa al-Hams, militant d'Al-Aqsa, arrêté dans le cadre du bref enlèvement de trois Britannique (dont Kate Burton)

Ils ont évacué les lieux trois heures plus tard.
(Reuters & ap)

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérement...

04-01

Un plan sécuritaire pour défendre le processus électoral :

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Nationale et le Général Nasser Youssef a insisté pour préparer un plan sécuritaire pour les élections législatives

Il indique la nécessité de collecter les armes,

Les leaders des factions ont accepté de reformer des sous-commissions pour aider à contrôler la situation au jour des élections.

SOURCE : IPC+agences

04-01

La campagne électorale pour les législatives palestinienne a démarré

Un responsable du ministère israélien des Affaires étrangères, Guidéon Méir, a affirmé que son gouvernement n'avait "pas à ce jour pris de décision sur la participation des habitants arabes de Jérusalem aux élections".

(AFP)

05-01)

La commission électorale chargée de l'organisation des élections législatives palestiniennes du 25 janvier a brièvement menacé de démissionner, avant que le gouvernement ne cède à sa demande

Démission pour protester contre "l'ingérence" gouvernementale, a déclaré le président de la commission, Hanna Nasser.

Il a ajouté que les membres de la commission ne renonceraient à leur démission que si le gouvernement acceptait de laisser les 60.000 membres des forces de sécurité voter comme les autres citoyens.

(Le président de la commission, Hanna Nasser, avait expliqué que le gouvernement exigeait que les forces de sécurité palestiniennes puissent voter dans leurs casernes, une demande incompatible, selon la commission, avec la transparence du scrutin.)

Il serait "contraire aux lois et aux procédures définies par la commission", d'autoriser le vote dans les casernes, car cela nuirait à la transparence du scrutin, a souligné Hanna Nasser.

Rappel : La commission est un organisme indépendant, et il serait impossible de tenir le scrutin sans elle, car elle a la responsabilité de veiller à la logistique des élections.

(Reuters)

06-01

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12842 .

1-8 Politique extérieure & économique

04-01

Le ministre des Affaires étrangères, Nasser Al Kidwa a signé un mémorandum d'arrangement avec le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul pour rétablir la zone industrielle située près du passage d'Errez au nord de la bande de Gaza .

Cette zone industrielle, sera rouverte sous la supervision de la Turquie et fournira 10 000 emplois aux Palestiniens " a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul.

SOURCE : IPC+agences

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

03-01

Le chef d'état-major de l'armée israélienne, Halutz, a reconnu que l'offensive Opération Ciel bleu, lancée par les forces armées israéliennes contre les résistants, n'était pas une solution

M. Halutz a tenu ces propos devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset (Parlement israélien) après que les résistants eurent annoncé avoir tiré 14 roquettes Qassam sur Israël mardi matin.

(XINHUANET)

2-2 Des Canons ... pas du beurre

02-01

Les forces de défense israéliennes (FDI) ont redéployé des troupes de combat le long de la frontière israélo-égyptienne sous prétexte d'enrayer l'arrivée d'armes et l'infiltration de résistants depuis l'Egypte.

La division de Gaza des FDI a déployé sa brigade du sud pour patrouiller sur le long de ses quelque 60 km de la frontière, a rapporté lundi le journal local "Jerusalem Post".

NB : La ligne de démarcation entre Israël et l'Egypte s'étend sur quelque 230 km de Taba dans le Golfe d'Aqaba à Kerem Shalom sur la frontière de la bande de Gaza.

A savoir : Les FDI envisagent de dépenser 300 millions de dollars pour construire une barrière redoutable le long de la plus grande partie de la frontière afin de remplacer l'actuel grillage barbelé.

(XINHUANET)

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérement..

05-01

Le premier ministre Sharon (77 ans) a subi jeudi 5 janvier 2006 à l'hôpital Hadassah de Jérusalem, une opération pour arrêter une hémorragie cérébrale qualifiée de "majeure" par ses médecins qui ajoutent que "Ariel Sharon a été placé dans un coma profond sous respiration artificielle pour au moins 24 heures".

http://www.fil-info-france.com/actualites-monde/2006_janvier_06.htm

05-01

AFP)

Le vice-Premier ministre Ehud Olmert, mandaté de tous les pouvoirs par le conseiller juridique du gouvernement Menahem Mazuz, a officiellement pris ses fonctions de chef de gouvernement par intérim et a convoqué un cabinet d'urgence.

Il assurera cette fonction pendant 100 jours aux termes desquels des élections seront convoquées.

Bref portrait (ML):

Olmert se flatte d'une carrière parlementaire entamée en 1973 à l'âge de 28 ans et d'avoir rempli depuis lors les fonctions de ministre des Minorités (1988), puis celles de ministre de la Santé (1990-92), avant de diriger la mairie de Jérusalem.

Olmert, à été Maire de Jérusalem durant une décennie (1993-2003) et a mené une lutte **impitoyable** et par tout les moyens pour la "judäisation de Jérusalem-est " qu'Israël a annexé après sa conquête, dans la foulée de la guerre israélo-arabe de 1967

2-6 Pays corrompu cherche ...

04-01

(Reuters)

Au lendemain de la démission de la Knesset d'Omri Sharon, qui a plaidé coupable dans cette affaire et attend son verdict, la presse israélienne publient des documents de la police demandant à la justice l'autorisation de fouiller l'ordinateur d'un homme d'affaires autrichien saisi à l'occasion d'une visite de celui-ci en Israël.

Les policiers, dont la demande a été rejetée, espéraient trouver dans l'ordinateur trace d'une partie au moins des trois millions de dollars de fonds étrangers reçus par la famille Sharon.

Du coup, "l'unité nationale d'enquête n'a pas été en mesure de conclure si les soupçons sont fondés", a déclaré Mickey Rosenfeld, porte-parole de la police nationale.

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

04-01

Le ministre de la Défense Mofaz a déclaré : "Si le Hamas est élu " "il doit se désarmer, reconnaître le droit d'Israël à exister, devenir un organe politique et alors seulement les bases seront créées pour un dialogue à l'avenir".

AP

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

06-01

La secrétaire d'Etat Rice a formulé l'espoir que le peuple israélien reste impliqué dans le processus de paix. "Je crois que le désir de paix, le désir d'une relation stable entre Israéliens et Palestiniens est répandu et profond dans la société israélienne", a-t-elle déclaré

3-8 Vatican

06-01

En réponse à une question sur la situation au Proche-Orient, le pape, a répondu: "nous prions pour la paix en Terre Sainte, pour que le Seigneur leur accorde une paix durable".

AP

4 Territoire palestinien occupé :

4-1 Détails par région

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source: <http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

Palestine

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

Hébron (sud de la Cisjordanie)

04-01

Des sources médicales ont annoncé, que les forces de l'occupation israélienne avaient ouvert le feu sur des habitants de la ville, Ibrahim Mohamed, 38 ans a été tué et sept enfants ont été blessés : Roaa Mahmoud, Jamal Awad, 13 ans, Murad Arda, 11 ans, Mohamed Al Saadi, 15 ans, Assid Abu Attaya, 15 ans et Hassan Zoal 9 ans.

Jénine

Camp de Jénine

05-01

Selon les habitants, les soldats israéliens ont envahi le camp de Jénine et ont ouvert le feu contre des enfants qui avait jeté des pierres sur les blindés et chars israéliens par des pierres,

Selon des sources médicales, les deux enfants sont Abdallah Ibrahim Amar , 10 ans, blessé par une balle réelle à la tête, & Mahmoud Abu Nahal, 15 ans, blessé au pied ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12851

Bande de Gaza

05-01

Les avions israéliens ont fait des raids au-dessus de plusieurs régions de la bande de Gaza, semant la panique parmi les femmes et enfants.

Frontière

04-01

Mercredi soir des membres des Brigades des martyrs d'Al Aksa ont démolis 2 tronçons de la muraille en béton entre la bande de Gaza et l'Egypte.

Des jeunes ont alors pénétré dans le "no man's land» imposé par Israël.

A en croire un témoin, ce sont quelque 300 personnes qui se sont engouffrés en territoire égyptien par deux brèches. "Les Palestiniens ont répliqué par des jets de pierre et des tirs " Deux gardes-frontières égyptiens ont été tués et qu'au moins 18 gardes-frontières égyptiens ont été blessés, a indiqué une source médicale égyptienne.

Un responsable de la sécurité égyptienne a confirmé la mort de deux gardes égyptiens et précisé que quatre autres avaient été grièvement blessés dans ce qu'il a décrit comme une fusillade avec des Palestiniens.

Une centaine ont été arrêtés par la police égyptienne, selon des dirigeants palestiniens.

Citant des sources proches de la sécurité palestinienne, l'agence officielle égyptienne MENA rapporte que 18 personnes ont été hospitalisées à Rafah, dont trois membres des forces de sécurité palestiniennes.

(afp- 23h48)

Ranaan Gissin, un des principaux collaborateurs de Sharon, a souligné que le franchissement sans autorisation du poste frontalier constituait une violation de l'accord conclu sous l'auspice des Etats-Unis

AP

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués	: 4.263
	dont : 681 de moins de 21 ans
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.639
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 148 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 40.756
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.078
	(333 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.939
	(1236 militaires/policiers)

Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)

Ces totaux sont obtenu par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

6 Les brèves

6-1 : B'Tselem affirme que la zone "No mans land" dans la bande de Gaza est illégale 04-01.

Le centre d'Information israélienne pour les droits de l'Homme dans les Territoires Palestiniens, a déclaré que les ordres israéliens de tirer automatiquement contre n'importe qui dans la zone tampon instituée au nord de la bande de Gaza représentait une violation flagrante des lois internationales en ce qui concerne les droits de l'homme pendant la guerre.

Au cœur de cette question est le principe de la distinction entre civils et combattants. Selon ce principe, il est seulement permis d'attaquer des combattants ou des cibles militaires.

Des précautions doivent être prises autant que possible afin de prévenir tout mal aux civils. S'il y a n'importe quel doute sur l'identité de l'individu, s'il est combattant ou civil, selon la loi de la guerre, il doit être considéré comme un civil.

Donc, ces lois interdisent les attaques dirigées contre des cibles légitimes si leur conséquence représentera un excessif tort pour les civils en proportion avec les buts militaires attendus de l'attaque.

B'Tselem considère toute attaque dirigée contre des cibles civiles et les attaques exécutées avec la connaissance qu'elle causera des dégâts considérables à la population civile, comme un crime de guerre. La loi internationale applique la responsabilité sur toute personne impliquée dans l'exécution de tels crimes en plus de la responsabilité attribuée à l'état.

L'organisation considère aussi que les roquettes tirées par des groupes palestiniennes contre les villes israéliennes et des installations civiles représentent des attaques interdites, qui constituent des crimes de guerre eux-mêmes. Cependant, la violation de la loi de guerre par une partie ne dispense pas l'autre partie des actes interdits sous cette loi.

B'Tselem a affirmé que l'état d'Israël est obligé de prendre toutes les mesures légales afin de protéger les vies de ses citoyens. Ouvrir le feu au hasard contre n'importe quelle personne qui entre dans une certaine zone est considéré illégal et peut conduire aux crimes de guerre.

B'Tselem a appelé le chef du gouvernement israélien et son ministre de la Défense de distribuer immédiatement des ordres afin d'annuler ces instructions.

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Dossier Ariel Sharon

a) Avis

06-01

Le premier ministre Ariel Sharon (77 ans) a subi jeudi 5 janvier 2006 à l'hôpital Hadassah de Jérusalem, une opération de 9 heures pour arrêter une hémorragie cérébrale qualifiée de "majeure" par ses médecins qui ajoutent que "Ariel Sharon a été placé dans un coma profond sous respiration artificielle pour au moins 24 heures afin de maintenir une faible pression dans la boîte crânienne".

Le vice-Premier ministre Ehud Olmert a officiellement pris ses fonctions de chef de gouvernement par intérim et a convoqué un cabinet d'urgence. Il assurera cette fonction pendant 100 jours aux termes desquels des élections seront convoquées.

Si le Premier ministre venait à décéder, le gouvernement lui désignerait un successeur, selon le juriste Moshe Negbi.

http://www.fil-info-france.com/actualites-monde/2006_janvier_06.htm

Réactions

06-01

Le président Mahmoud Abbas a déclaré qu'il suivait "avec une grande inquiétude" l'évolution de l'état de santé d'Ariel Sharon, mais que son sort n'entraînerait pas un report

des élections législatives du 25 janvier. "Ce qui arrive à Sharon affecte d'abord Israël et a des répercussions sur la région, mais ne conduira pas à un report des élections palestiniennes", a déclaré à la presse M. Abbas.

06-01

Le Hamas a estimé que le Proche-Orient serait "un meilleur endroit" sans Sharon. "Le monde est sur le point de se débarrasser d'un des principaux leaders du mal", a déclaré le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri.

06-01

Khaled Al-Batsh, un des chefs du Jihad islamique, a affirmé que son groupe "ne regretterait pas Sharon".

"Dieu en a eu assez de Sharon, le bourreau de Sabra et Chatila et en a débarrassé le monde".

06-01

Le représentant au Liban du Fatah, Aboul Aïnaym, a exprimé la crainte qu'une disparition de Sharon, qu'il a qualifié de "criminel" faisant référence aux massacres de Sabra et Chatila, ne mène "à encore plus d'extrémisme et d'hostilité de la part de la société israélienne à l'égard des Palestiniens".

06-01

"Le nom de Sharon est lié aux massacres perpétrés contre le peuple palestinien", a déclaré Maher Taher, représentant du FPLP. (Le Front populaire de libération de la Palestine)

06-01

L'avocat libanais des victimes du massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila a déploré quant à lui que Sharon "n'ait pas goûté" à la prison, tandis qu'un rescapé de ce massacre estimait que "le bourreau" Sharon "aurait dû être jugé".

06-01

Aucune voix officielle ne s'est manifestée au Caire sur les répercussions possibles d'une disparition de Sharon, mais les Frères musulmans, la plus importante force d'opposition, se sont eux déclarés indifférents à l'état de santé de M. Sharon.

Car les Frères musulmans estime qu'avec ou sans Sharon la politique israélienne d'assassinat des Palestiniens" et de "construction de colonies" continuera.

06-01

En Iran, le président Mahmoud Ahmadinejad a exprimé l'espoir que le Premier ministre israélien avait "rejoint ses ancêtres

05-01

(AP)

Revue de presse

Une fin trop douce pour l'assassin criminel de guerre condamné après les massacres de Sabra et Chatila par les Israéliens (commission Kahn) a ne jamais tenir de poste public et devenu le chouchou des occidentaux et des gouvernants arabes

<http://www.arabs48.com/display.x?cid=19&sid=57&id=34022>

Robert Fisk raconte comment les phalangistes libanais ont enfin réalisés leur rêve (éliminer un maximum de Palestiniens, d'arabes et de musulmans) sous les ordres de Sharon qu'ils ont accueilli a bras ouverts a Achrafieh (Beyrouth-est) le 6 juin 1982

[http://www.informationclearinghouse.info/article11479.htm\(e](http://www.informationclearinghouse.info/article11479.htm(e)

b) Les principaux événements de la vie de Sharon

-- 26 février 1928 : naissance d'Arik Scheinerman, qui deviendra plus tard Ariel Sharon, dans une famille d'immigrants venus de Russie dans le mochav (ferme communautaire) de K'far M'lal, non loin de Tel Aviv.

-- 1948 : après avoir combattu dans la résistance juive au mandat britannique, il se bat contre les Arabes palestiniens, puis contre les Etats arabes coalisés contre le tout nouvel Etat juif, pendant la guerre d'Indépendance.

-- 1953 : Sharon prend la tête de l' Unité 101, qui mène des opérations contre les fedayin palestiniens. En octobre, en représailles à un attentat, les hommes de Sharon font sauter plus de 40 maisons dans le village cisjordanien de Qibiya, causant la mort de 69 arabes, dont la moitié de femmes et d'enfants..

-- 1956 : au moment de la crise de Suez, provoquée par la nationalisation du canal par le président égyptien Nasser, Sharon lance de sa propre initiative sa brigade parachutiste dans le Sinaï. Il s'empare de la passe de Mitla à l'issue d'une bataille jugée sanglante et inutile par sa hiérarchie.

Les analystes citent cet épisode comme un exemple du penchant de Sharon à devenir incontrôlable et à outrepasser les ordres.

-- 1967 : Ariel Sharon commande une division blindée dans la guerre des Six-Jours, à l'issue de laquelle Israël conquiert la Cisjordanie, Gaza, le Sinaï..

-- 1971 : responsable du maintien de l'ordre à Gaza à compter de juin. Ses troupes tuent plus de 100 personnes et en emprisonnant des centaines d'autres.

-- 1973 : pendant la guerre du Kippour, il franchit le canal de Suez à la tête de ses blindés, encerclant l'armée égyptienne. Cette manœuvre, considérée comme un modèle de stratégie, renverse le cours de la guerre et fait de Sharon un héros.

-- 1973 : Il est un des fondateurs, en décembre, du parti de droite Likoud, et est élu à la Knesset, le Parlement, dont il démissionnera un an plus tard.

-- 1975: le Premier ministre Yitzhak Rabin le nomme au poste de conseiller spécial pour les affaires de sécurité.

-- 1977 : ministre de l'Agriculture et chargé de la colonisation dans le gouvernement du Likoud, parti de droite dont il est co-fondateur, il lance la colonisation poussée des territoires occupés, Cisjordanie et Gaza.

-- 1982 : Ariel Sharon fait raser au bulldozer les maisons des colons juifs de Yamit, Israël devant rendre à l'Egypte la péninsule du Sinaï et les colons refusant l'évacuation.

-- 1982 : ministre de la Défense de Menahem Begin, il lance l'invasion israélienne du Liban en septembre. Même à son chef de gouvernement, il présente "Paix en Galilée" comme une opération limitée, de courte durée, destinée à empêcher les attaques des combattants palestiniens sur le nord d'Israël à partir du Liban.

Et c'est l'escalade, Tsahal va jusqu'aux portes de Beyrouth, pour **soutenir** le parti des Phalanges chrétiennes.

Les Phalangistes - une milice maronite d'extrême droite alliée à l'Etat Hébreu - massacrent toute la population des camps palestiniens de Shabra et Chatila situés au sud de Beyrouth.(800 personnes)

Face au tollé international, une commission d'enquête israélienne met en cause la responsabilité personnelle id'Ariel Sharon, qui est contraint à la démission.

Désavoué, Sharon n'en continue pas moins à occuper plusieurs postes ministériels, dont les Infrastructures, ou la diplomatie sous Benyamin Nétanyahou.

2000.: (Retrait du Liban-Sud mené par Ehoud Barak en mai 2000.(Israël a occupé pendant 18 ans le liban)

-- 28 septembre 2000 : Ariel Sharon, devenu chef du Likoud se rend sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam, pour réaffirmer la souveraineté israélienne sur ce qui est pour les juifs le Mont du Temple.

Les Palestiniens, considèrent cela comme une provocation : "l'Intifada d'al-Aqsa", est déclenchée

(voir tableau des tués).

-- 6 février 2001 : élection au poste de Premier ministre. Sharon bat largement Ehoud Barak en remportant 62,5% des voix, le chef du gouvernement sortant sortant n'en recueillant que 37,5%.

-- 2003: élections anticipées, qu'Ariel Sharon remporte. Il conserve le poste de Premier ministre et entame au cours de l'année la construction de la muraille avec la Cisjordanie.

-- 8 février 2005: sommet de Charm-el-Cheikh en Egypte, au cours duquel Ariel Sharon et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas annoncent une trêve.

BASE par l'Associated Press.

(Commentaire et qq. correction par ML)

c) Point de vue

Leïla Chahid : Ariel Sharon: un "tournant historique" pour la région

La déléguée générale de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne, Leïla Chahid a estimé que les conséquences de la dégradation de l'état de santé d'Ariel Sharon constituaient "un tournant historique" pour le Proche-Orient.

"Les répercussions sur la scène politique israélienne et palestinienne seront très importantes" même s'"il faut attendre ce qui va sortir de la formule choisie par les successeurs d'Ariel Sharon", a souligné Leïla Chahid sur LCI.

L'ancien représentante de l'Autorité palestinienne en France a jugé que "c'est une situation qui va paralyser toutes les avancées dans la discussion avec les Palestiniens, qui ont eux-mêmes des échéances importantes avec les élections législatives".

"Tout dépendra de ce qui se passera sur le plan intérieur israélien: pour les Palestiniens, l'important c'est qu'il n'y ait pas de vide, un responsable d'un gouvernement qui veuille reprendre les négociations", a noté Leïla Chahid.

Quant à l'état du Premier ministre israélien, la représentante palestinienne a reconnu que "nous partageons l'inquiétude sur l'état de santé d'Ariel Sharon". "J'espère que toutes les chances sont avec lui-même si son état semble effectivement très très critique".

Le Premier ministre "n'est pas un ami, pas un tendre mais nous avons négocié avec lui parce qu'il avait été élu démocratiquement", a rappelé Leïla Chahid. "Il a pratiqué une politique unilatérale."

Mais c'est un homme qui a toujours fait ce qu'il a dit, il a dit ce qu'il allait faire et a agi avec beaucoup d'intelligence politique, même si cela n'a pas toujours été dans le sens qu'on aurait voulu", a-t-elle conclu.

(5-1)

AP

d) Histoire

Gilles Paris : Pour les Palestiniens, Ariel Sharon restera l'homme associé à leurs souffrances

Pas plus que les Israéliens n'avaient regretté Yasser Arafat, les Palestiniens ne pleureront Ariel Sharon. C'est peu dire que l'ancien général est associé dans l'univers mental palestinien aux aspects les plus sombres d'Israël, et cela en dépit du retrait historique de Gaza. Le passé militaire d'Ariel Sharon explique pour une large part cet ancrage. Des coups de mains des années 1950 à la mise au pas de Gaza au début des années 1970, Ariel Sharon a conservé, aux yeux des Palestiniens, une image de guerrier brutal et sans scrupules. Cette image négative a été renforcée par le passage en politique de l'ancien général, devenu à partir de cinquante ans, au cours de ses multiples fonctions ministérielles, la cheville ouvrière de la colonisation de Gaza et de la Cisjordanie.

La confrontation directe avec l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat viendra avec l'arrivée de M. Sharon au ministère de la défense. C'est alors l'aventure

libanaise qui a pour but de mettre fin à la présence militaire palestinienne dans le sud du Liban et qui se traduit par le départ de Beyrouth de l'OLP sous protection internationale. Mais ce sont surtout les massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila par les milices chrétiennes sous le regard de l'armée israélienne qui feront d'Ariel Sharon, dont la responsabilité indirecte fut mise en cause par une commission d'enquête israélienne, un ennemi absolu, source inépuisable d'inspiration pour les caricaturistes arabes, à commencer par les Palestiniens, jusqu'à l'écoeurement.

Le 28 septembre 2000, à quelques centaines de mètres de là, sa visite sur l'Esplanade des mosquées apparaîtra comme un nouveau défi alimentant des manifestations dont la répression par la police israélienne, le lendemain, sonnera le début de l'Intifada Al-Aqsa. Au cours du second soulèvement palestinien, M. Sharon impose dans les territoires palestiniens un niveau de violence militaire inédit, qui se traduit par un nombre élevé de victimes palestiniennes. Cette politique de force s'accompagne d'un bouclage sans précédent de ces territoires.

C'est pourtant au moment où le premier ministre israélien exprime le plus ouvertement son mépris du symbole Arafat, enfermé à Ramallah, qu'il se convertit officiellement au concept d'"Etat palestinien". Il évoque les "concessions douloureuses" auxquelles il se dit prêt. En 2004, devant les délégués du Likoud, il reprend à son compte le terme d'"occupation" (kiboush), suscitant une énorme bronca. Cette évolution est soulignée par les pragmatiques de l'Autorité palestinienne, et notamment par Mahmoud Abbas, qui a maintenu le contact avec Ariel Sharon pendant plusieurs années avant de succéder à Yasser Arafat.

L'écrasante majorité des analystes palestiniens et l'opinion publique ne modifient pas en revanche leur regard. Pour eux, le retrait de Gaza conduit magistralement par Ariel Sharon n'est qu'un subterfuge pour détourner l'attention internationale de la progression de la colonisation en Cisjordanie. Contrairement à celle d'Yitzhak Rabin, qui s'était engagé dans le processus de paix d'Oslo après avoir recommandé à l'armée israélienne de "briser les os" des Palestiniens pendant la première Intifada, l'image d'Ariel Sharon auprès des Palestiniens n'aura pas été fondamentalement modifiée par cette initiative.

(Gilles Paris, Le Monde du 06 janvier 2006)

7-2 : Point de vue de [Mustafa Barghouti](#) : La vérité que vous ne voulez pas entendre

Les Palestiniens doivent être libérés de la longue souffrance endurée à travers 600 années d'occupation étrangère, 58 années de dépossession et 38 années d'occupation militaire, laquelle est devenue la plus longue de l'histoire moderne.

Quelle est la situation sur le terrain en Palestine ? La version israélienne qui continue de dominer les moyens d'information internationaux en donne une image qui n'a rien à voir avec la réalité. Le redéploiement à Gaza a été présenté comme l'ébauche d'un processus de paix, comme une grande retraite du général Sharon, lequel a été alors présenté comme un homme de paix. Mais le fait subsiste aujourd'hui que la Palestine s'étend sur 27 000 kilomètres carrés, que la Cisjordanie n'en constitue que 5 860, et la Bande de Gaza uniquement 360. Dans ce dernier cas, cela équivaut à 1,3 % du total de la Palestine historique. Ainsi, même si Sharon avait effectué un véritable retrait de Gaza, ceci ne représenterait que 5,8% des Territoires Occupés.

Mais les Israéliens n'ont pas quitté Gaza. Beaucoup de bruit a été fait autour du grand sacrifice qu'aurait concédé Israël et combien pénible était ce départ pour les colons. Si vous occupez une terre et la conservez pendant 20 ans, bien sûr que cela devient pénible d'en partir, mais cela n'empêche pas que cette terre reste quelque chose de volé que vous devez restituer à ses propriétaires. Avant le redéploiement, un total de 152 colonies

existait dans les Territoires Occupés : 101 en Cisjordanie, 30 à Jérusalem et 21 dans la Bande de Gaza.

Ces chiffres n'incluent pas les colonies que Sharon et l'armée israélienne ont mises en place en Cisjordanie sans les reconnaître officiellement. Après le redéploiement et l'évacuation des colonies de la Bande de Gaza et de quatre petites colonies dans la zone de Jénine en Cisjordanie, 127 colonies restent en place.

La population totale des colons -- illégalement installés en regard de la loi internationale et de l'avis prononcé par la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui stipulait que le mur de séparation et chaque colonie en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem-Est devaient disparaître - atteint 436 000 personnes : 190 000 à Jérusalem et 246 000 en Cisjordanie. Seuls 8 475 colons, soit 2% du nombre total de colons illégalement installés dans les Territoires Occupés ont été déplacés de la Bande de Gaza et des environs de Jénine. Et durant la même période, la population dans les colonies en Cisjordanie a massivement augmenté avec 15 800 colons supplémentaires.

Alors pourquoi retirer les colons de Gaza si le désengagement était simplement un exercice de redéploiement ?

Premièrement, Israël n'a jamais réellement voulu maintenir ces colons sur place. C'était un objet de négociation à utiliser lorsque le temps serait venu de parler du futur des Territoires Occupés. Mais assurer la sécurité d'un relativement petit nombre de colons par une présence militaire constante dans la Bande de Gaza avait fini par être considéré comme trop coûteux.

Deuxièmement, Israël avait déjà épuisé les ressources en eau de Gaza en captant l'écoulement de l'eau souterraine à l'Est de Gaza -- ce qui a eu pour résultat l'infiltration d'eau de mer dans la couche aquifère côtière -- et en surexploitant la nappe phréatique existante pour le compte des colonies israéliennes. En conséquence, les habitants de Gaza se retrouvent à utiliser de l'eau saumâtre, cause d'un taux élevé de maladies rénales. Le niveau maximum acceptable de chlore dans l'eau potable, selon les standards de l'Organisation Mondiale de la Santé, est de 250 milligrammes par litres. Dans plusieurs zones de la Bande de Gaza, le niveau de chlore est entre 1 200 et 2 500 milligrammes par litre.

Un autre mythe répandu avec succès par Israël est que le redéploiement de ses colons signifierait la fin de l'occupation de Gaza. Aujourd'hui, la Bande de Gaza est occupée comme elle l'a toujours été. Ce qui a changé, c'est uniquement la structure de l'occupation. Libérés de l'obligation de maintenir une présence physique à l'intérieur de la zone pour « protéger » ses colons, il est maintenant plus facile pour les Israéliens, et moins coûteux, de contrôler la Bande de Gaza à distance en utilisant l'état de l'art de sa technologie militaire.

L'armée israélienne est basée dans la zone d'Erez, au nord de Gaza. Depuis cet endroit, elle continue à occuper une bande de terre le long de frontière Est de Gaza sur une profondeur qui varie de 900 mètres à un kilomètre -- encore une fois, l'ensemble de cette zone ne fait que 360 kilomètres carrés -- et maintient son contrôle sur l'espace aérien de Gaza, sa côte maritime et ses eaux territoriales. Tous les points d'entrée et de sortie dans la bande de Gaza restent sous contrôle israélien, et c'est Israël qui décide si des centaines de malades qui ont besoin d'un traitement urgent sont autorisés ou non à quitter la Bande

de Gaza. Malgré le dernier arrangement négocié par Condolezza Rice sur l'ouverture du poste-frontière entre Gaza et l'Egypte, Israël garde un complet contrôle sur le transit des marchandises et des biens et conserve son droit de superviser les déplacements des Palestiniens ; Israël a largement abusé de ce pouvoir par le passé.

Gaza reste une immense prison, et vouloir un développement économique dans un tel contexte est une plaisanterie. Notre inquiétude profonde est que le contrôle israélien sur Gaza aboutisse à terme à une séparation complète de la Cisjordanie, détruisant l'unité et les liens entre Palestiniens, et détruisant aussi le droit des Palestiniens à un Etat unifié dans le futur.

Sharon exploite le redéploiement de Gaza, qui a été abusivement présenté comme une grande concession, pour imposer de façon unilatérale le futur de cette région. La construction de ce mur honteux et l'expansion des colonies vont ensuite aboutir à l'annexion de pas moins de 50% de la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, et à la destruction de toute possibilité de réaliser un Etat Palestinien cohérent, viable et homogène.

Le mur s'enfonce jusqu'à 35 kilomètres à l'intérieur de la Cisjordanie. Sa construction a déjà entraîné l'annexion de 9,5% des terres de la Cisjordanie. La surface expropriée pour les colonies ajoute encore 8% à ce total, tandis que la construction du mur à l'Est dans la vallée du Jourdain permettra à Israël d'annexer 28,5% supplémentaires de la Cisjordanie.

Le mur est en train d'être construit à très grande vitesse, sans égard pour l'avis de la Cour Internationale de Justice. Il fera à terme près de 750 kilomètres de long : soit trois fois la longueur du mur de Berlin et deux fois sa hauteur. Plus de 1 060 000 arbres -- avant tout des oliviers -- ont été déracinés par les bulldozers israéliens en Cisjordanie. Ce mur n'est pas construit sur le territoire israélien, ni sur les frontières de 1967, mais à l'intérieur des Territoires Occupés, séparant les Palestiniens les uns des autres, et non pas les Palestiniens des israéliens comme le proclame Sharon.

Ce mur va aussi isoler pas moins de 250 000 Palestiniens à Jérusalem. De 50 à 70 000 autres Palestiniens disposant d'une carte d'identité de Jérusalem seront bloqués en dehors du mur et resteront interdits d'accès, perdant alors l'accès aux services éducatifs et de santé de la ville. Ceci est le début d'un processus qui s'achèvera par la confiscation de leurs cartes d'identité et les obligera à s'expatrier de la zone de Jérusalem à laquelle ils appartiennent.

A certains endroits, le mur coupe des maisons en deux. A Jérusalem, près d'Anata, le mur coupe l'aire de jeu et les terrains d'une école de l'école elle-même. Dans la ville de Qalqilya, 46 000 personnes sont encerclées par le mur dans toutes les directions, laissant un seul passage, une route de 8 mètres de large avec une porte à travers laquelle ils doivent passer. Les soldats israéliens disposent de la clé de cette porte, et peuvent couper la ville du restant du monde comme bon leur semble.

Un permis, quasiment impossible à obtenir, est requis pour traverser le mur. Et même si vous arrivez à obtenir ce permis, vous devez encore tenir compte des horaires d'ouverture très mal-commodes. A Jayous, vous pouvez traverser entre 7h40 et 8h00, entre 14h et 14h15 et entre 18h45 et 19hrs, soit un total de 50 minutes par jour. Parfois l'armée israélienne « oublie » d'ouvrir les portes, et les enfants des écoles, les enseignants, les agriculteurs, les malades et autres personnes ordinaires sont abandonnés dans une attente à la durée indéfinie.

Si le plan de partition des Nations Unies de 1947 avait été mis en œuvre, il y aurait deux Etats : un Etat Palestinien sur 45% de la Palestine historique, et un autre israélien sur 55%. En 1967, l'état israélien s'étendait sur 78% de la Palestine historique. Ne restaient que la Cisjordanie et la Bande de Gaza ; les Palestiniens sont arrivés aux limites possibles avec la proclamation par le Conseil National Palestinien de la solution à deux-états. Ceci représente un compromis sans précédent pour les Palestiniens car cela ne leur accorderait qu'à peine plus de 50% de ce que le plan de partage de 1947 leur attribuait.

Ce qui a été proposé à Yasser Arafat par Ehud Barak à Camp David en 2000 n'était pas différent du plan de Sharon, dans la mesure où Barak voulait conserver la vallée du Jourdain, Jérusalem et une large proportion des colonies. Ayant précipité les Palestiniens dans la pire des situations qu'ils aient jamais connues sur le plan économique et humanitaire, Sharon a créé une situation où il agit en toute indépendance pour décider la tournure que prendrait n'importe quel « processus de paix ». S'il termine son mur et s'il réussit à imposer ses décisions unilatérales, son plan, tant apprécié par tant de dirigeants dans le monde, transformera l'idée d'un Etat Palestinien en quelque chose ne pouvant être qualifié que de Bantustans et de ghettos.

Ici se trouve la vraie motivation derrière la construction du mur. Loin d'être construit pour des raisons de sécurité, il symbolise un plan prédéterminé par l'armée d'annexer les Territoires Occupés et de définir par avance l'aboutissement du si mal nommé « processus de paix ». L'armée israélienne a réimposé les bouclages et de sévères restrictions dans les déplacements en Cisjordanie, décrétant que les principales routes sont interdites aux véhicules palestiniens, avec l'exception de quelques transports publics. A l'opposé, ces routes sont destinées à l'usage des colons israéliens et de l'armée exclusivement, ce qui représente un acte de ségrégation que l'on n'avait même jamais vu dans la pire période de l'Apartheid en Afrique du Sud.

Les Palestiniens ordinaires ne peuvent aller à leur travail, les femmes enceintes ne peuvent aller accoucher à l'hôpital, les malades en attente urgente de dialyse rénale ou de traitement pour une attaque cardiaque peuvent mourir chez eux sans avoir pu accéder à un hôpital, et l'économie palestinienne est totalement paralysée.

Où est le processus de paix dans tout cela, et quand Sharon refuse de reconnaître la présence d'un partenaire Palestinien ? Et qu'en est-il de l'idée d'une conférence internationale pour la paix ? Sharon clame qu'il n'y a pas de place pour des négociations à propos de Jérusalem, la vallée du Jourdain, les colonies, et qu'il décidera du futur de façon unilatérale sans aucune participation palestinienne ou internationale. Et s'il y a des négociations, elles se situeront entre la direction du Likoud et son aile encore plus réactionnaire représentée par Netanyahu, ou entre Sharon et les colons.

Notre demande est que se tienne une conférence internationale pour la paix, dans laquelle la solution du conflit sera définie sur la base de la loi internationale, et où il sera tenu compte de l'avis de la Cour Internationale de Justice.

Ce qui est en train de se produire sur le terrain, c'est un système d'Apartheid. Sur les 960 millions de mètres cubes d'eau produits en Cisjordanie, les Palestiniens ne sont autorisés à en utiliser que 109, soit environ 10% de ce qui est notre eau. Le reste va en Israël. En moyenne, un citoyen Palestinien en Cisjordanie n'est autorisé à utiliser que 36 mètres

cubes d'eau par an, alors que les colons israéliens peuvent en utiliser 2 400. Nous ne sommes pas autorisés à nous servir de nos rues et de nos routes. Nous ne sommes pas autorisés à construire des maisons. Nous ne sommes pas autorisés à circuler librement. Notre Produit Intérieur Brut (PIB) par tête est inférieur à 1000 \$ US alors que celui d'un israélien est supérieur à 20 000 \$, et nous avons encore à acquitter des taxes et à supporter une union douanière qui nous oblige à acheter des produits aux mêmes prix que les israéliens.

Ceci est bien illustré par le grave déséquilibre des pouvoirs sur le terrain, lequel ne peut être contrebalancé que par une intervention et par le support de la communauté internationale.

Un des moyens de corriger cette situation est de faire ce qui a été réalisé avec succès en Afrique du Sud, c'est-à-dire imposer des sanctions. Un fait notable dans la situation actuelle est la coopération militaire avec Israël qui est le quatrième exportateur d'armes dans le monde. Nous voulons que cette coopération militaire cesse et que se développe un mouvement de désinvestissement et de gel des accords économiques jusqu'à ce qu'Israël applique la loi internationale et mette en œuvre les résolutions internationales.

Les Palestiniens doivent être libérés de la longue souffrance endurée à travers 600 années d'occupation étrangère, 58 années de dépossession et 38 années d'occupation militaire, laquelle est devenue la plus longue de l'histoire moderne. Les israéliens eux-mêmes ne seront pas réellement libres tant qu'ils ne mettront pas un terme à leur oppression du Peuple Palestinien.

Il arrive un moment dans la vie des peuples où l'injustice ne peut être supportée plus longtemps. Ce moment est venu pour les Palestiniens. Nous voulons être libres, et nous le serons.

Mustafa Barghouti

7 décembre 2005

Al Ahram Weekly

Mustafa Barghouti est secrétaire-général du PNI
(Palestinian National Initiative)

[8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net](#)

[8-1 Le camp de Jénine encerclé pour le cinquième jour consécutif](#)

Pour le cinquième jour consécutif, des dizaines d'élèves du camp de Jénine sont privés de se rendre à leurs écoles, et de participer aux examens de fin de trimestre, parce que les forces de l'occupation sioniste ont occupé leurs maisons, pris en otages des familles, expulsé de leurs maisons d'autres familles, sous prétexte de rechercher ceux qu'ils appellent "terroristes" dans le camp.

"Quel est le lien entre ma famille et la sécurité" ? demande Raja Abu Sbaa, "pour qu'ils viennent nous imposer l'exil, qu'ils nous privent de nos droits les plus simples, comme le fait d'aller à l'école, pour nos enfants ?" Ils mentent, et leurs pratiques indiquent le peu d'intérêt qu'ils ont pour les droits de l'homme. Ils ont occupé notre maison, située dans le quartier Jabriyat, qui donne sur le camp, dès dimanche matin, et c'est la deuxième fois en moins de 24 heures. Ils ne se sont pas contentés de la fouiller, d'y semer la panique parmi les enfants, mais nous avons été surpris de les entendre nous dire de quitter la maison, et de ne pas y revenir avant la fin de l'opération.

Abul Hayja se tient, stupéfait, face aux soldats, encore étonné de cette décision, et dit à l'officier qu'il s'agit d'une grande injustice : "Où vais-je aller ? Où vais-je mettre les membres de la famille ? Nous n'avons pas d'autre maison, ni d'autre refuge." L'officier dirige son fusil sur sa poitrine et lui répond : "Nous ne sommes pas les affaires sociales, je n'ai pas pour rôle de vous trouver une maison, il y a un ordre militaire de prendre votre maison et il faut que vous sortiez immédiatement, avec la famille, et ne revenez pas avant huit jours".

Les discussions n'ont servi à rien, ni même les tentatives d'Abul Haja' d'influer sur la décision des soldats, en mettant en avant la situation difficile de cette famille composée de 11 personnes. "Les soldats étaient plus de 30, ils se sont répartis dans la maison, et je n'avais plus rien à faire qu'à m'en aller, en pleine nuit, laissant les soldats aller et venir dans ma maison. Les soldats nous ont interdit de prendre avec nous des affaires, je n'ai ni des vêtements, ni les cartables des enfants, et les enfants ne peuvent aller à l'école, alors que se déroulent actuellement les examens de fin de trimestre.

Zuhair Mas'ad, secrétaire du mouvement Fateh dans le camp de Jénine, rapporte que les maisons occupées dans le camp à l'heure actuelle dépassent la vingtaine. Les soldats de l'occupation s'y sont installés, chassant les habitants, jusqu'à nouvel ordre, ce qui suscite de nombreux problèmes, surtout que la période des fêtes est bientôt là, comment ces familles passeront-elles ces jours, dans ces conditions inhumaines ?

(Samedi, 07 janvier 2006)

Traduit par Centre d'Information sur la Résistance en Palestine (cirepal2005@yahoo.fr)
<http://www.qudsway.com/>

8-2 Genji : Sharon, ce qu'il représente pour les Palestiniens.

Il est à noter avant tout que cet homme qui avait privé de soins Arafat par crainte et haine va mourir d'un instant à l'autre non faute de soins parce qu'il avait les meilleurs médecins occidentaux pour veiller à santé, mais du fait de cette justice de ce que certains appellent "la Providence" ou encore "divine".

En effet, Sharon aurait pu vivre si on avait soigné et repéré sa malformation voilà des lustres mais personne ne l'a vue, même pas les spécialistes de son ami Bush...

Et oui, il ne partira pas en héros mais terrassé par la maladie lui qui l'avait tant souhaité pour Arafat, lui qui avait privé le vieux Leader palestiniens de soins pendant trois ans.

Merci

8-3 Cascade de protestations contre les propos de Straw sur Sharon :

Les propos que le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw – qui a quitté hier Beyrouth pour Bagdad –, a tenus lors de sa visite de deux jours au Liban, dans lesquels il rendait hommage au Premier ministre israélien, Ariel Sharon, ont soulevé une cascade de réprobations.

Rappelons que M. Straw, qui avait boycotté le palais de Baabda lors de sa visite, avait souligné par ailleurs que les résolutions 1559 et 1595 figurent parmi les priorités du Royaume-Uni, et appelé la Syrie à la coopération avec la commission d'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

En réponse aux déclarations du chef de la diplomatie britannique, le député Ismaïl Succarié a indiqué « qu'il n'a pas été étonné de voir un ministre britannique rendre hommage à Sharon car il est ainsi en accord avec la politique adoptée par son propre pays, qui avait déjà sponsorisé la création de l'État d'Israël. Ce qui est étonnant par contre, c'est de voir M. Straw tenir de tels propos à Beyrouth, que Sharon a détruit et occupé, surtout à partir du ministère des Affaires étrangères, comme si le chef de la diplomatie britannique

dictait déjà au gouvernement libanais le discours politique à adopter pour plaire à l'Occident ».

M. Succarié a « regretté le mutisme du ministre des Affaires étrangères, Faouzi Salloukh ».

De son côté, l'ancien député Najah Wakim s'est aussi dit « étonné » de la réponse donnée par M. Straw au sujet de son boycottage de la présidence de la République. Il a indiqué que « les propos de M. Straw constituent une atteinte flagrante à la souveraineté du Liban et une insulte à chaque Libanais ». « M. Straw a dépassé l'effronterie pour atteindre la grossièreté en appelant les Libanais à prier pour le rétablissement du Premier ministre israélien », a estimé l'ancien député, notant que le chef de la diplomatie britannique « est sans doute au courant du nombre de Libanais que ce bourreau a tués ».

M. Wakim, qui s'est dit « surpris » du mutisme des responsables libanais, s'est demandé « pourquoi le gouvernement n'a pas demandé à M. Straw de mettre un terme à sa visite au Liban ».

Pour sa part, le président du conseil municipal de Saïda, Abdelrahman Bizri, a dénoncé les propos du chef de la diplomatie britannique « qui a fait semblant d'oublier que Sharon, le bourreau, est responsable des massacres de Sabra et Chatila et qu'il est l'artisan de l'invasion israélienne du Liban ». « M. Straw aurait mieux fait de se recueillir devant les fosses communes de Sabra, Chatila et Saïda, où des milliers de martyrs sauvagement tués par le bourreau Sharon ont été enterrés », a-t-il ajouté.

Samedi 07 Janvier 2006 | 5:00 | Beyrouth : [Le quotidien libanais d'expression française](#) :

[Le quotidien libanais d'expression française](#) : Cascade de protestations contre les propos de Straw sur Sharon

8-4 Autre Historique de Sharon : par [A. Benchabane](#) : Le bulldozer rouillé

Personnage belliqueux, alambiqué et contradictoire, Ariel Sharon, presque 78 ans, dirige le gouvernement israélien depuis février 2001. Sa vie se confond avec les épisodes les plus tourmentés, les plus dramatiques de l'histoire du Proche-Orient

Connu pour sa tentation guerrière et sa brutalité, Sharon aime le bruit des bottes et le fracas des armes, la terreur des obus et les descentes punitives parfois jusqu'au cynisme. Sharon, de son vrai nom Ariel Scheinermann, est né le 27 février 1928 à Kfar Malal, une bourgade ceinturée par plusieurs villages arabes non loin de Tel-Aviv. A l'âge de 14 ans, soit en 1942, il rejoint la Haganah, la fameuse organisation militaire clandestine juive. Six ans plus tard, il commande une compagnie d'infanterie lors de la bataille de Latroun pour desserrer Jérusalem, encerclée par les armées arabes. Durant les combats, il a été sérieusement touché. Laissé pour mort, le jeune commandant s'en est sorti par miracle. Ce revers au champ de bataille ne fera qu'attiser sa soif de vengeance. Depuis son premier coup de fusil, jusqu'à son hospitalisation, Sharon a laissé des traces de sang et des odeurs de charogne partout où l'on a signalé son passage. De l'expression « à la guerre comme à la guerre », il en a fait sa principale devise. Après une courte convalescence, Sharon remet, en 1951, son treillis et ses épaulettes. Aussi a-t-il rajouté des traits sinistres à sa carrière militaire, déjà émaillée et tachée de sang de haut en bas. C'était également l'époque où il a dirigé le « commando 101 », unité d'élite chargée de mener des raids de

représailles en territoire palestinien. Deux ans plus tard, ses sbires massacrent des dizaines de personnes, en majorité des femmes et des enfants, à Kibya, un village de Jordanie. Cette horrible action coûtera à Israël sa première condamnation au Conseil de sécurité des Nations unies. Comme un anthropophage qui a goûté ses premières gouttes du sang, Sharon récidive au début des années 1970 en menant la vie dure aux habitants des territoires conquis en 1967. En juin 1972, Sharon quitte l'armée pour se lancer dans la politique. Rapidement, il réussit à s'imposer sur l'échiquier politique en créant le Likoud, un parti qu'il a quitté récemment pour fonder un nouveau parti centriste, Kadima. Depuis les années 1980, il a siégé dans plusieurs gouvernements et occupé des fonctions diverses. En 1982, Sharon a encore fait parler de lui quand ses troupes envahissent deux camps de la banlieue de Beyrouth, Sabra et Chatila, où se sont entassés les réfugiés palestiniens. Bilan : plus de 800 civils massacrés. Pour Sharon, qui s'en est lavé les mains, cette tragédie ne fut qu'un règlement de comptes entre Arabes chrétiens et Arabes musulmans. Mais les faits sont là, têtus. En sa qualité de ministre de la Défense, il est considéré comme le principal architecte de la guerre au Liban. D'ailleurs, une commission d'enquête israélienne a démontré, preuves à l'appui, la responsabilité d'Ariel Sharon dans ces massacres. Cependant, la pression a contraint le bulldozer à démissionner du ministère de la Défense une année plus tard. De 1990 à 1992, il est ministre de la Construction et de l'Aménagement. En 1998, Sharon est nommé ministre des Affaires étrangères et dirige les négociations avec l'Autorité palestinienne. Après l'élection au poste de Premier ministre d'Ehud Barak en mai 1999, Ariel Sharon devient leader du Likoud suite à la démission de Benjamin Netanyahou. A l'issue d'une longue et néanmoins tumultueuse carrière politique et militaire, il devient Premier ministre en 2001. Son élection a coïncidé avec le déclenchement de la seconde Intifada. Il est réélu en mars 2003, suite à des élections anticipées. Aussitôt réélu, il suspend le processus de négociation avec Yasser Arafat, qu'il considère responsable des attentats suicides. Il entame également la construction d'une barrière de séparation à l'intérieur de la Cisjordanie. Après le décès de Yasser Arafat, il accepte de lancer des pourparlers de paix avec le nouveau leader de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. En août 2005, et à la surprise générale, il met alors en œuvre le retrait israélien de la bande de Gaza, une opération qui prendra fin le 11 septembre 2005.

[Edition du 7 janvier 2006 > L'Événement](#)

<http://www.elwatan.com/2006-01-07/2006-01-07-33860>